

Au Cambodge, le prochain gouvernement sera gonflé... la gabegie aussi ?

Soumis par Duong Sokha
25-08-2008

Phnom Penh (Cambodge), le 15 juillet 2004. Investiture du précédent gouvernement cambodgien dans l'ancien bâtiment de l'Assemblée Nationale

© John Vink / Magnum

Une dizaine de jours ne s'étaient pas écoulés depuis la tenue le 27 juillet des élections législatives que la presse locale cambodgienne annonçait déjà la composition provisoire du futur gouvernement, élaboré par le Parti du peuple cambodgien (PPC), grand vainqueur du scrutin. A en croire ces listes officielles, qu'une seule page de journal ne suffit pas à contenir, peu de changements de têtes sont à attendre du côté des hauts personnages de l'Etat. Ce nouveau gouvernement se distinguera cependant par une nouvelle inflation de l'équipe gouvernementale, qui passe de 332 ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat à plus de 360. La quasi-totalité des 26 ministères devrait compter jusqu'à six secrétaires d'Etat et six sous-secrétaires d'Etat. Une multiplication des postes qui ne démultipliera pas nécessairement l'efficacité du gouvernement et pèsera douloureusement sur le budget national, dénoncent les observateurs de la vie politique. Le PPC défend quant à lui cette armée de politiciens.

Une multiplication de postes synonyme de gabegie, selon les observateurs

"La qualité devrait l'emporter sur la quantité ! Ce sera un fardeau pour les Cambodgiens qui devront payer davantage d'impôts pour financer cette inflation de postes. Et comment l'Assemblée nationale, qui ne compte que 123 députés, sera-t-elle en mesure de contrôler le travail d'une équipe gouvernementale trois fois plus importante qu'elle ?", fait observer Kul Panha, directeur de l'ONG d'observation électorale Comfrel, qui suggère, pour corriger ce déséquilibre, que la chambre basse soit augmentée d'au moins sept sièges d'élus.

"L'argument budgétaire a été avancé pour ne pas augmenter le nombre de députés, mais il est oublié quand il s'agit de gonfler le Conseil des ministres", raille-t-il. Et Kul Panha de relever que ce Conseil des ministres-là est "deux à trois fois plus important que celui de la France..."

Ou Virak, président du Centre des droits de l'Homme du Cambodge, se montre tout aussi consterné par cette mesure qu'il qualifie de "gaspillage". "Ce n'est qu'affaire de politique. Il s'agit de partager les titres qui serviront à faire du business ou de la spéculation foncière. Il vaudrait mieux réduire le nombre de fonctionnaires et augmenter leurs émoluments", recommande-t-il.

Hang Puthea, directeur de l'ONG Nicfec pour des élections justes et libres au Cambodge, le suit dans son analyse, estimant lui aussi que les nouveaux titulaires de postes gouvernementaux "mettront à profit leurs fonctions pour mener des affaires et s'adonneront à la corruption, qui se pratiquera à plus grande échelle encore".

Cet exécutif pléthorique, analyse un observateur sous le sceau de l'anonymat, "démontre simplement que le Premier ministre Hun Sen tient ses promesses". "Il a rallié à la cause du PPC de nombreuses personnalités avant les élections, c'est aujourd'hui l'heure de les récompenser..."

Une réponse à des besoins accrus en ressources humaines, selon le PPC

Cheam Yeap, un membre du Comité permanent du comité central du PPC, vole au secours de son parti. Il met en avant d'une part la volonté d'appliquer le principe du pluralisme au sein du gouvernement tel que stipulé dans la Constitution - qui sera ouvert à certaines personnalités de son ancien partenaire de coalition gouvernementale, le Funcinpec - et, d'autre part, le besoin de réajuster les effectifs en fonction de la croissance économique du Cambodge, laquelle "nécessite que davantage de ressources humaines soient mobilisées" à la tête du pays.

"Le Premier ministre a en conséquence besoin d'être soutenu par une équipe encore plus performante dans la lutte contre la corruption et la bonne gestion des biens publics", défend-il, avant de conclure que, de son point de vue, la nouvelle équipe est loin d'être pléthorique.

Et aux détracteurs qui redoutent l'impact de ce gonflement du nombre de postes gouvernementaux sur les finances de l'Etat, Cheam Yeap, président de la commission parlementaire des finances et de l'audit durant cette dernière législature, leur répond par un proverbe français : "Tout travail mérite salaire". "Nous ne craignons pas d'être à court de budget, à moins qu'il ne soit mal employé. Au bout du compte, la composition du gouvernement relève des prérogatives du Premier ministre", lâche-t-il comme pour clore le débat.

Un gouvernement qui fait la part belle au PPC

D'après la liste provisoire de celles et ceux qui composeront la nouvelle équipe gouvernementale, confirmée par

Cheam Yeap, le Premier ministre Hun Sen devrait être assisté de neuf vice-Premier ministres contre huit lors du précédent mandat. Trois nouvelles têtes apparaissent : Mme Men Sam An, ministre d'Etat et ministre des Relations parlementaires et de l'inspection, Keat Chhon, ministre d'Etat et ministre de l'Economie et des finances, et Yim Chhay Ly, secrétaire d'Etat au Développement rural.

Les ministres Funcinpec, précise également Cheam Yeap, devraient être remplacés par des dignitaires du PPC. Ainsi Lu Lay Sreng devrait céder son portefeuille du Développement rural à Chea Sophara, secrétaire d'Etat à l'Aménagement rural et ancien gouverneur de Phnom Penh ; Im Sethy, secrétaire d'Etat à l'Education, en prendrait la tête en remplacement de Kol Pheng ; Mam Bun Heng, secrétaire d'Etat à la Santé, hériterait de ce ministère qui était aux mains de Nuth Sokhom ; Tram Iv Tek, secrétaire d'Etat aux Travaux publics, remplacerait son ministre, Sun Chanthol ; le ministre de la Culture Veng Sereyvuth passerait la main à son secrétaire d'Etat Him Chhèm ; et enfin, Min Khin, secrétaire général du Comité permanent des fêtes nationales et internationales, décrocherait le portefeuille des Cultes en remplacement de son ministre Khun Haing, qui a depuis rejoint le PPC.

A l'exception de Lu Lay Sreng, ces ministres Funcinpec obtiendront des postes de ministre d'Etat chargé de mission spéciale. En revanche, Nhek Bun Chhai, secrétaire général du Funcinpec et interlocuteur privilégié du PPC, conserverait son poste de vice-Premier ministre. Il est à noter qu'aucun membre de la famille royale, que le PPC a à plusieurs reprises appelé à ne pas prendre part à la vie politique, ne figure sur la liste.

"Cette liste provisoire établie par Samdech le Premier ministre a été soumise au Comité permanent du Comité central du parti, avant d'être prochainement transmise à l'Assemblée nationale lorsqu'elle tiendra sa première session, convoquée par le roi. Elle devrait rester en l'état au moins à hauteur de 70%", affirme Cheam Yeap, réélu député à Prey Veng.

Cette stratégie de maintenir les mêmes personnalités au pouvoir n'est destinée qu'à renforcer et élargir le réseau du parti, explique Hang Puthea de Nicfec. "Ceci est bien plus important que le travail [du gouvernement] en lui-même. Une formation a besoin de consolider son pouvoir afin de diriger le pays, et pour cela, elle ne met en avant ou ne travaille qu'avec des personnes qu'elle connaît."

Un pouvoir sans partage

Autre nouveauté, les neuf commissions parlementaires seraient toutes présidées par des membres issus du PPC, laisse entendre Cheam Yeap. Le Premier ministre Hun Sen ne s'était d'ailleurs pas caché de cette intention. "Ce sont les trois Samdech [Chea Sim, Hun Sen et Heng Samrin] qui ont pris cette décision car les présidents des commissions qui n'étaient pas affiliés au PPC passaient leur temps à insulter le PPC devant l'hémicycle, exagérant la vérité et se révélant d'aucune aide. Nous avons retenu la leçon", fait mine de s'emporter le président du groupe national de l'Assemblée interparlementaire de l'Asean. Lors de la troisième législature, le parti d'opposition de Sam Rainsy avait obtenu la présidence de deux commissions : celle de l'intérieur et de la défense nationale et celle des affaires étrangères et de la coopération internationale. Le Funcinpec conduisait quant à lui la commission des travaux publics et télécommunications.

Une fois avoir exposé les plans du PPC, Cheam Yeap rejette en bloc les allégations d'une dérive autoritaire émanant de ses adversaires. "Le totalitarisme ne peut voir le jour [au Cambodge] car notre pays dispose d'un arsenal de lois et nous le conduisons pour en faire un véritable Etat de droit. Nous prendrons nos responsabilités devant la loi et devant les électeurs", assène l'élu, avant de rappeler non sans fierté l'adoption de plus de 300 projets de loi au cours des trois mandats précédents guidés par sa formation. "Des &oeil;uvres, clame-t-il en toute modestie, qu'aucun autre pays n'est capable d'accomplir."